

ARRÊTÉ portant fixation, à compter du 1^{er} janvier 2026, du tarif horaire applicable aux prestataires agréés de services d'aide à la personne en services autorisés et non tarifés, au titre de l'article L.313-1-2 du code de l'action sociale et des familles et en application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015, intervenant auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie ou de la prestation de compensation du handicap.

N° D 2026 - 4

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et notamment l'article 47 transformant les services agréés en services autorisés ;

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2025 relatif aux prix des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile de certains services autonomie à domicile ;

Vu le Décret n° 2024-2 du 2 janvier 2024 relatif au montant minimal mentionné au I de l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services du Département ;

– A R R E T E –

ARTICLE 1 : L'arrêté n° D2025-74 portant fixation à compter du 1^{er} janvier 2025, du tarif horaire applicable aux prestataires agréés de services d'aide à la personne en services autorisés et non tarifés, au titre de l'article L.313-1-2 du code de l'action sociale et des familles et en application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 et intervenant auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH), est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 2 : Le tarif de prise en charge horaire des interventions réalisées par les prestataires de services d'aide à domicile intervenant auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie ou de la prestation de compensation du handicap est fixé à **25,00 €** pour les structures dont le tarif n'est pas fixé par convention avec le Département.

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal administratif de LYON – 184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ils peuvent également être déposés devant cette juridiction via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Monsieur le Directeur Général Adjoint en charge des Solidarités, de la Culture et du Sport et Madame le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NEVERS, le 08/01/2026

Pour le Président du Conseil départemental,
La Directrice de l'Autonomie



Marianne GIRARD

Publié le 14/01/2026,
Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre